



Extrait du Presse-toi à gauche !

<http://www.pressegauche.org/La-fusion-QS-ON-pose-la-question-de-la-croissance-d-un-pole-politique-a-gauche-32600>

La fusion QS ON pose la question de la croissance d'un pôle politique à gauche

- Politique québécoise - Politique -

Date de mise en ligne : mardi 7 novembre 2017



Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

Cette question n'est pas simple. Construit d'abord à partir du long processus d'une dizaine d'années qui mena à la création de l'UFP puis à la fusion d'Option citoyenne et UFP enrichi par la vague de la mobilisation étudiante de 2005, Québec solidaire a connu depuis, une croissance soutenue tant par son travail assidu que par des ouvertures politiques telle la crise du PQ qui a mené au départ de quatre députés ou les vagues de mobilisations comme le printemps des carrés rouges, dont un des principaux acteurs vient de rejoindre nos rangs.

La construction d'un parti n'est pas linéaire, elle dépend pour beaucoup de la situation politique et de notre capacité à y répondre. Il faut saisir les occasions de se rassembler tout en évitant les écueils d'alliances sans principes ou qui amènent à semer des illusions sur la nature politique des autres partis.

Notre but est de réussir à détacher la population des illusions semées par les partis qui appliquent des politiques néolibérales, quels qu'ils soient, et de démontrer que la seule alternative consiste à changer les bases de cette société pour l'arracher aux multinationales minières, pétrolières et financières et aux partis politiques qui, soit sont à leur service, soit sont incapables d'appliquer une politique cohérente pour les déloger, ce qui en bout de piste revient à les maintenir en place.

Dans la situation présente, l'opportunité s'est présentée de réaliser une fusion possible avec Option Nationale. Les conditions pour la réaliser et la façon d'y arriver ne sont pas idéales, cela est admis. La direction de QS, dont l'auteur de ces lignes fait partie, doit prendre acte que ce processus permet difficilement une adhésion et une participation large tout au long du parcours.

La question devant nous est : que faisons-nous maintenant ? Une partie du débat actuel questionne la démocratie, une autre la caractérisation d'ON et son programme, et une autre concerne les changements apportés au programme de QS.

Option Nationale et le féminisme

Une des objections portées envers ON est que ce parti est peu féministe. À son congrès de janvier 2016 il a adopté une résolution proposée par Viviane Martinova-Croteau directrice générale afin de corriger le tir. Le but était de développer une politique afin de valoriser la place des femmes en désignant une responsable du Conseil national pour s'occuper de la question de la place des femmes dans le mouvement indépendantiste. Cette personne avait pour tâche entre autres de voir à :

- 1- Féminisation des communications
- 2- Intégrer une présentation sur la question des femmes dans nos formations.
- 3- Effort « Extra » à l'organisation de projets et événements en commençant par le recrutement de candidates.
- 4- Effectuer un suivi aux 3 mois }

Le processus

La première décision d'un rapprochement avec ON remonte au CN de 2012. Nous avons donné mandat à une délégation dont l'auteur de ces lignes faisait partie, de rencontrer la direction d'ON et d'en faire rapport au congrès du

printemps 2013. À ce moment nous avions prévu, si le processus d'alliances était adopté (en ne parlait pas de fusion à ce moment) de réunir les Commissions Politiques respectives afin d'amorcer un processus de discussion programmatique. Mais il n'y a eu qu'un rapport écrit sans rapport verbal, le processus de vote sur les alliances n'a pas permis de séparer ON du PQ. Dans ces circonstances, la crainte de s'allier à un parti pas suffisamment à gauche et du fait d'un processus inadéquat a amené à rejeter la proposition d'alliance.

Dans les années qui ont suivi, après l'élection de 2014, la question de possibles alliances avec le PQ est revenue et a pris beaucoup de place, malgré deux votes successifs en congrès contre de telles alliances, en 2013 et en 2011. Ce n'est qu'au congrès de mai dernier que nous avons tranché cette question. Pour beaucoup notre décision a été basée sur la politique identitaire du PQ qui exclut les minorités, renforcée par les déclarations fracassantes et provocatrices de Lisée. Elle a été prise également en tenant compte du bilan anti-social et anti environnemental de ce parti.

Option Nationale de son côté a effectué sa rupture avec le PQ au moment où Jean-François Lisée a remis la tenue du prochain référendum à une date indéterminée, soit dans un deuxième mandat. C'est à ce moment que s'est ouvert à nouveau une porte pour un rapprochement de nos deux organisations, il y a un peu moins d'un an. À cette époque nous discutons encore de la possibilité de faire des alliances électorales avec le PQ.

Les chantiers du renouveau politique lancés à la suite à la décision du Conseil national de l'automne 2016 nous ont dirigés vers la voie d'élargissement de nos appuis. Ainsi le texte adopté indiquait que nous devons travailler à considérer les convergences et les alliances possibles entre QS et des mouvements sociaux et politiques incluant les Premières Nations et les Inuits ainsi que des partis politiques qui s'engagent à porter lors de la prochaine campagne électorale un projet politique inclusif pour la réalisation de la souveraineté, féministe et solidaire des Premières Nations..."

Dans le cadre de ces travaux, le CCN a saisi l'occasion et amorcé des rencontres exploratoires au cours de l'hiver 2017 avec ON. Ce qui a débouché sur une proposition présentée au dernier congrès afin de procéder à des discussions plus formelles pouvant mener à une fusion.

Est-ce que tout s'est déroulé comme nous l'aurions souhaité ? Non. Un processus de fusion nécessite généralement plus de temps, afin d'assurer l'adhésion pleine et entière au débat qui l'entoure comme cela avait été le cas lors de la fusion de l'UFP et d'Option citoyenne. Le processus que nous avons suivi ne partait pas d'une prérogative électoraliste, nous étions conscients cependant de l'importance de sceller cette entente avant les élections pour deux raisons. D'une part il est important pour QS de ne laisser passer aucune opportunité de rallier des militants et militantes politiques et construire ensemble notre projet de changement de société. D'autre part il devenait important pour ON de modifier son parcours après cinq ans d'existence, avant les élections. Et c'est avec nous qu'ils ont choisi de discuter.

Cet échéancier a encadré notre fonctionnement. Par ailleurs la décision finale doit être prise à majorité dans deux congrès successifs. Celui de QS en premier et ensuite celui d'ON. C'est déjà un niveau de difficulté élevé. Si un des deux refuse, la partie est terminée.

La question de modification de statuts a été également soulevée dans les médias sociaux en ce qui concerne certains éléments de l'entente de principe comme celui d'ajouter deux postes réservés à ON au CCN. En fait, tout ce qui concerne une fusion d'organisations politiques est exceptionnel et peut difficilement être traité formellement par des changements de statuts. Pour ON cela exigerait également ce genre d'exercice en principe. Il faut se rappeler qu'on parle ici d'une fusion, les changements que cela impose à QS le sont aussi pour ON.

Changements programmatiques

De la même façon nous avons tendance à considérer que le changement programmatique ne s'applique qu'à QS, puisque le protocole d'entente prévoit une modification en ce qui concerne l'assemblée constituante si l'entente est acceptée. Il faut cependant prendre en ligne de compte qu'ON en contrepartie accepte et adhère à l'ensemble du reste du programme de QS.

Quant au contenu du changement programmatique concernant le bien-fondé de l'assemblée constituante ouverte ou fermée, la réticence de plusieurs membres de QS est très compréhensible puisque nous en avons discuté il y a un an et entériné la position existante. Il reste à se demander si nous serons appelés dans l'avenir à discuter à nouveau de cette question. Il y a de fortes chances que oui. La politique s'intensifiant nous serons certainement appelés à préciser notre approche pour la réalisation d'une République populaire du Québec, ne serait-ce qu'au niveau du mode d'élection de l'assemblée constituante. Je crains fort que ce type de débat ne soit terminé tant que nous ne serons pas aux portes de l'accession à un Québec souverain. Aujourd'hui la situation politique nous a interpellé, qu'allons-nous répondre ?

Pour l'instant il faut mettre dans la balance ce que nous considérons dommageable et ce qui peut favoriser notre croissance. Y a-t-il des risques ? Certainement, combien de membres mécontentEs de part et d'autre ? Quel sera l'impact sur nos futurs débats s'il y a fusion ? Nous sommes dans une situation de changement ? Nous sommes passés de 12 000 à 17 000 membres il y a quelques mois à la suite à l'arrivée du nouveau député de Gouin. Nous risquons d'augmenter encore substantiellement, mais cette fois-ci dans une fusion avec un parti organisé. De nouveaux débats s'annoncent sûrement à l'horizon. Nous devons garder notre base programmatique et sur cet aspect important ON y adhère. Mais nous devons également nous permettre une ouverture au débat concernant la stratégie. Il y a bien deux prix à payer dans cette fusion, pour QS c'est d'accepter de redéfinir une partie de notre stratégie et pour ON de redéfinir leur programme en acceptant le nôtre et d'accepter notre image publique en tant que Québec solidaire.

Dans une situation idéale ce processus aurait nécessité plus de temps, mais dans les circonstances actuelles il ne pourra malheureusement y avoir de retour à la planche à dessin. Le choix qui se pose, en bout de piste, est de considérer si cette fusion nous donne l'occasion, collectivement, d'aller de l'avant. Personnellement, c'est ce que je crois depuis 2012.